

# MEDECIN TERRITORIAL CONCOURS

Article 5 du décret n°92-851 du 28 août 1992 portant  
statut particulier du cadre d'emplois des médecins  
territoriaux



---

CENTRE DE GESTION DE LA MARNE

Service Concours  
Tél : 03 26 69 44 00  
Secretariat-concours@cdg51.fr

---

# SOMMAIRE

1.	LA FONCTION .....	2
2.	CONDITIONS D'ACCES .....	2
3.	L'EPREUVE .....	4
4.	ETABLISSEMENT DE LA LISTE D'APTITUDE .....	5
5.	LA CARRIERE.....	6

Mise à jour juillet 2018

## 1. LA FONCTION

Les médecins territoriaux sont chargés d'élaborer les projets thérapeutiques des services ou établissements dans lesquels ils travaillent.

Ils sont également chargés des actions de prévention individuelle et collective et de promotion de la santé.

Ils participent à la conception, à la mise en œuvre, à l'exécution et à l'évaluation de la politique de leur collectivité en matière de santé publique.

Dans le cadre de leurs attributions, ils peuvent se voir confier des missions de contrôle, des études ou des fonctions comportant des responsabilités particulières.

Ils peuvent assurer la direction des examens médicaux des laboratoires territoriaux.

Ils peuvent collaborer à des tâches d'enseignement, de formation et de recherche dans leur domaine de compétence.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ils veillent au respect du secret médical et des règles professionnelles.

Les médecins territoriaux ont vocation à diriger les services communaux d'hygiène et de santé, les services départementaux de protection maternelle et infantile, de l'aide sociale et de santé publique. Ils peuvent également exercer la direction des laboratoires d'analyses médicales et des centres d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées.

## 2. CONDITIONS D'ACCES

### 2.1 Les conditions générales d'accès à la Fonction Publique Territoriale

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- Posséder la nationalité française ou celle de l'un des autres Etats membres de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen
- Jouir de leurs droits civiques dans l'Etat dont ils sont ressortissants
- Ne pas avoir subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions
- Se trouver en position régulière au regard des obligations de service national dans l'Etat concerné.
- Remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction

## 2.2 Les conditions particulières d'accès au cadre d'emplois de médecin territorial

Le recrutement de médecin territorial de 2<sup>ème</sup> classe peut intervenir :

1° Aux candidats titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre exigé, en application du 1° de l'article L. 4111-1 du code de la santé publique, pour l'exercice de la profession de médecin ;

2° Aux personnes ayant obtenu une autorisation individuelle permanente d'exercice de la médecine délivrée par le ministre chargé de la santé en application de l'article L. 4111-2 du code de la santé publique ou de l'article 60 de la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle.

Lorsque les missions correspondant aux postes mis aux concours l'exigent, le concours est ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme, certificat ou titre de médecin spécialiste dans les spécialités concernées.

## 2.3 Constitution du dossier de candidature

Les demandes de participation au concours sont adressées ou déposées au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Marne dans les délais fixés par la décision ouvrant le concours de médecin territorial de 2<sup>ème</sup> classe.

Les pièces à joindre au dossier sont :

**Pour les candidats de nationalité française :**

- le formulaire d'inscription dûment complété et signé,
- un règlement de 5,00 euros représentant les frais d'impression et d'expédition, non remboursable.
- La copie du diplôme requis pour l'inscription
- La liste des pièces à fournir dûment complétée et signée,
- La déclaration sur l'honneur dûment complétée et signée,

**Pour les candidats ressortissants d'un autre Etat membre de la communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen :**

- le formulaire d'inscription dûment complété et signé,
- un règlement de 5,00 euros représentant les frais d'impression et d'expédition, non remboursable.
- la photocopie lisible du certificat de nationalité émis par le pays d'origine ou tout autre document authentique faisant foi de la nationalité dans le pays d'origine dont la traduction en langue française est authentifiée.
- une attestation sur l'honneur de la position régulière au regard des obligations du service national de l'Etat dont le candidat est ressortissant.
- La liste des pièces à fournir dûment complétée et signée,
- La déclaration sur l'honneur dûment complétée et signée,

Ces documents doivent émaner de l'autorité compétente de l'Etat et être traduits en langue française authentifiée.

Si le candidat a le statut de travailleur handicapé, il devra fournir, pour pouvoir bénéficier des aménagements d'épreuves prévus par la réglementation, au plus tard 5 semaines avant le premier jour de la première épreuve.

- La décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH) reconnaissant que le candidat a le statut de travailleur handicapé ou toute pièce attestant de leur qualité de personne reconnue handicapée.
- Le certificat médical dûment complété et signé par un médecin agréé (document joint au dossier d'inscription)
  - constatant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité ou que les maladies ou infirmités constatées et indiquées au dossier médical de l'intéressé ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions de médecin.
  - précisant les aménagements nécessaires (majoration de temps, matériel, assistance...)

A défaut de production de ces documents 5 semaines avant la 1<sup>ère</sup> épreuve du concours, le candidat sera admis à concourir dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire sans aménagement d'épreuve.

### 3. L'ÉPREUVE

Le concours d'accès au cadre d'emplois des médecins territoriaux comporte l'épreuve suivante :

Un entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur sa formation et son projet professionnel, permettant au jury d'apprécier sa capacité à s'intégrer dans l'environnement professionnel au sein duquel il est appelé à travailler, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois (durée : 25 minutes, dont dix minutes au plus d'exposé).

Il est attribué à l'épreuve une note de 0 à 20.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves entraîne l'élimination du candidat.

Un candidat ne peut être déclaré admis si sa note est inférieure à 10 sur 20.

## 4. ETABLISSEMENT DE LA LISTE D'APTITUDE

### Inscription sur la liste d'aptitude :

La liste d'aptitude a une valeur nationale.

La liste d'aptitude est établie par ordre alphabétique et diffusée auprès de toutes les collectivités territoriales. L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement.

Le lauréat déclaré apte à plusieurs concours du même grade devra opter pour son inscription sur une seule liste.

Aussi, en cas de réussite simultanée à un même concours dans deux centres de gestion différents, le lauréat adresse à l'autorité organisatrice de chacun des concours, dans un délai de 15 jours, à compter de la notification de son admission au 2<sup>ème</sup> concours, par lettre recommandée avec accusé de réception, la décision d'opter pour son inscription au deuxième concours sur la liste d'aptitude choisie et de renoncer à l'inscription sur l'autre liste.

A défaut d'information des autorités organisatrices concernées dans les délais impartis, le candidat ne conserve le bénéfice de son inscription que sur la première liste d'aptitude établie

Après deux refus d'offre d'emploi transmise par une collectivité ou un établissement au Centre de Gestion de la Marne, le candidat est radié de la liste d'aptitude.

### Durée de validité :

La durée de validité de la liste d'aptitude est de 2 ans de droit ; puis elle peut être prolongée d'un an renouvelable une fois pour les lauréats non nommés. Toutefois, pour bénéficier d'une réinscription sur la liste d'aptitude pour une troisième année et une quatrième année, le lauréat doit en faire la demande un mois avant le terme de la deuxième année puis un mois avant le terme de la troisième année.

Le décompte de la période de quatre ans est suspendu pendant la durée des congés parental, de maternité, d'adoption, de présence parentale et d'accompagnement d'une personne en fin de vie, ainsi que du congé de longue durée et de celle de l'accomplissement des obligations du service national. Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat mais aussi lorsqu'un agent contractuel est recruté pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement de l'article 3-1 de la présente loi alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe.

Les lauréats doivent au moment de leur nomination, justifier de leur aptitude physique à occuper l'emploi.

## 5. LA CARRIERE

### 5.1 L'avancement d'échelon et de grade

ECHELONS	AVANCEMENT
	Durée unique
Médecin de 2 <sup>ème</sup> classe	
9e échelon	-
8e échelon	2 ans et 6 mois
7e échelon	2 ans et 6 mois
6e échelon	2 ans et 6 mois
5e échelon	2 ans
4e échelon	2 ans
3e échelon	2 ans
2e échelon	1an
1er échelon	1an

### 5.2 La rémunération

Les fonctionnaires d'une collectivité territoriale perçoivent un traitement mensuel basé sur des échelles indiciaires. Le système indiciaire qui sert de base à cette rémunération est le même que celui qui est applicable aux fonctionnaires de l'Etat et subit les mêmes majorations.

Le grade de médecin de 2<sup>ème</sup> classe est affecté d'une échelle indiciaire de 533 à 971 (indices bruts) et comporte 9 échelons, soit au 1er février 2017 :

- 2 136,82 € bruts au 1<sup>er</sup> échelon,
- 3 687,91 € bruts au 9<sup>ème</sup> échelon.

La rémunération peut également comprendre des primes et indemnités liées aux travaux supplémentaires effectués ou à l'exercice de fonctions particulières.

**POUR TOUT RENSEIGNEMENT :**

**CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION  
PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA MARNE**

11 rue Carnot  
CS10105 — 51007 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX  
Tel : 03.26.69.44.00



[www.51.cdgplus.fr](http://www.51.cdgplus.fr)